



Pierrette OYANE NZUE
Observatoire des Droits de la Femme et de la Parité
Gabon
pioyvean@yahoo.fr

Le Gabon est un pays d'Afrique Centrale, peuplé d'environ deux millions d'habitants. A cause de ses nombreuses ressources naturelles, il est considéré comme un pays à revenus intermédiaires. Ainsi, il n'est pas éligible à la plupart des programmes d'aide au développement. C'est dans ce contexte que les mouvements sociaux en général et les mouvements féminins en particulier tentent d'œuvrer, sans appui extérieur.

La situation sociale des gabonais présente un véritable paradoxe, avec d'une part un produit intérieur brut (P.I.B.) qui s'est établi au-delà de 3000 dollars US par habitant et d'autre part un indice de développement humain (I.D.H.) estimé à 0,648 et le classant au 122^e rang sur 177 pays. Il est donc clair que les populations gabonaises ne bénéficient pas des revenus pétroliers, miniers et forestiers produits par le pays.

Les problèmes d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au logement, à l'eau, à l'électricité et aux infrastructures sociales et économiques sont les mêmes au Gabon que dans les autres pays africains. C'est pourquoi les organisations humanitaires y ont également leur place.

Avant l'avènement de la démocratie en 1990, il était difficile de créer une organisation non gouvernementale et de poser des revendications sociales. La plupart des organisations de la société civile ont donc vu le jour à partir des années 90. Les femmes en particulier ont constitué plusieurs associations de défense des droits des femmes et des enfants, de santé et de lutte contre la pauvreté, notamment. Les associations féminines sont d'ailleurs considérées comme les plus actives du pays.

Mais il est difficile dans le contexte gabonais de parler d'associations féministes. Au-delà de l'idéologie féministe, ces associations composées essentiellement de femmes privilégient des actions de solidarité et d'entraide entre les femmes, plutôt que des actions vindicatives. Avec l'arrivée du concept genre, elles se sentent plus à l'aise à aborder les questions des droits des femmes sous un angle considéré comme moins agressif que le militantisme féministe connu dans certains pays occidentaux.

Définition du féminisme

C'est un concept visant à promouvoir les droits des femmes et à améliorer leur statut social, économique et politique. Les féministes prônent l'égalité des hommes et des femmes devant la Loi, ainsi que la nécessité d'offrir aux garçons et aux filles les mêmes chances d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux postes de prise de décisions. Les grandes luttes féministes à travers le monde ont souvent portées sur les droits politiques des femmes, les droits sexuels et de la reproduction,

l'éducation des filles, l'autonomisation des femmes, notamment. Les activités menées par les mouvements féministes visent souvent à informer les femmes sur leurs droits et à les amener à les revendiquer. Il s'agit de les libérer des stéréotypes traditionnels, afin de prendre en main la gestion de leur propre corps et de leur propre vie en tant que personnes autonomes.

Définition du Genre

Les relations entre les hommes et les femmes sont basées sur des caractéristiques biologiques, culturelles, sociales et psychologiques. Ainsi la société a souvent utilisé la différence biologique entre les sexes pour justifier un régime patriarcal, dans lequel les hommes dominent les femmes. Cette oppression s'exprime aussi bien en famille, à l'école, dans le monde professionnel que dans la rue.

Le concept genre permet de redéfinir les relations entre les hommes et les femmes, afin qu'elles soient basées, non pas sur le sexe biologique, mais sur les fonctions sociales de chacun.

L'égalité des genres signifie que les hommes et les femmes ont les mêmes droits et les mêmes potentialités pour contribuer équitablement au développement social, économique et politique de leurs pays. En cela il est moins réducteur que le féminisme et concerne la place et le rôle de chaque citoyen, homme et femme dans tous les domaines de la vie du pays.

Les mouvements féminins gabonais et le féminisme

Le Gabon n'a pas connu de grandes figures du féminisme africain comme dans certains pays de l'Afrique de l'Ouest avant et après les indépendances. Les mouvements sociaux étant récents dans le pays, l'action des organisations féminines s'inscrit dans un contexte de redéfinition du combat des femmes au plan international. Leur visibilité se manifeste réellement à partir du processus national préparatoire à la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes, tenue à Beijing en 1995. Les contacts et les échanges avec les autres ONG féminines d'Afrique et du reste du monde ont créé l'émulation dans la société civile gabonaise. Beaucoup d'associations se sont affiliées à des réseaux internationaux, ce qui a favorisé leur accès aux rencontres internationales et à quelques financements dont le Gabon était jusque là exclu.

Sans être de grandes militantes féministes, les gabonaises ont initié plusieurs actions ayant amené les pouvoirs publics à prendre en compte les questions des droits des femmes : L'abrogation de la loi interdisant la contraception, la modification de la procédure d'acceptation de la polygamie, la prise en charge des filles mères et de leurs enfants, la protection de la veuve et de l'orphelin, etc....

Les associations féminines regroupées au sein de l'Observatoire des Droits de la Femme, mènent régulièrement des actions en direction du Gouvernement et du Parlement pour dénoncer certains textes discriminatoires à l'égard des femmes. Elles ont également relevé à plusieurs reprises la sous-représentativité des femmes dans toutes les institutions du pays. Ses membres juristes assistent souvent les femmes dans leurs démarches juridiques et ont déjà formé une cinquantaine de para-juristes qui mènent des activités d'information et de sensibilisation sur les droits des femmes et le concept genre.

Toutefois, l'on remarque un certain manque de solidarité entre les femmes occupant des postes de responsabilité et les autres femmes, même après avoir utilisé les mouvements féminins pour y accéder. Ainsi elles encouragent la mobilisation des femmes pour chanter, danser et élire des hommes politiques, sans les aider à se porter candidates aux élections. C'est cette attitude qui renforce la faible présence des femmes au Gouvernement et au Parlement, et même dans les administrations publiques et privées. De même un certain nombre de lois en désaccord flagrant avec

les textes internationaux ratifiés par le Gabon, continuent d'être appliquées, parce que les femmes occupant des positions influentes ne sont pas intéressées par la modification de ces lois.

Enfin l'élément déterminant dans l'efficacité des mouvements sociaux reste les moyens d'action, ce qui fait énormément défaut aux mouvements féminins du Gabon. La plupart des responsables de ces mouvements utilisent leurs propres moyens pour faire fonctionner leurs structures. Elles sont donc pour la plupart des bénévoles ayant une activité professionnelle à assumer parallèlement aux activités de l'ONG. Elles n'ont ni les moyens de payer un personnel permanent, ni les moyens de faire fonctionner un siège. Celles qui recherchent des financements locaux détenus par les personnalités politiques sont vite phagocytées par ces derniers et perdent leur indépendance.

Sachant que le féminisme consiste surtout en la liberté de pensée et d'action des femmes, il leur est difficile de s'exprimer en étant financièrement et politiquement assujetties aux hommes. C'est là un des principaux obstacles des mouvements féminins et du féminisme en général au Gabon.

L'approche genre dans le contexte gabonais

Les détracteurs des mouvements féminins reprochent souvent à ceux-ci d'inciter les femmes à la rébellion, de briser des ménages, d'encourager la débauche, etc. De même, l'existence d'un département ministériel chargé de la promotion féminine est perçue par certains comme une diversion, une façon de distraire les femmes en leur permettant de se retrouver pour « papoter » ensemble sur des futilités, pendant que les vrais problèmes du pays se règlent ailleurs, où elles sont absentes. Les promoteurs du concept genre estiment qu'il n'y a plus besoin d'avoir un département ministériel spécifique aux femmes. Tous les départements ministériels et toutes les institutions du pays doivent intégrer les questions du genre dans leurs politiques et programmes. Les femmes ne doivent plus être considérées comme une entité fragile de la population dont il faut s'occuper spécialement. Leur place et leur rôle doivent être débattus dans toutes les arènes politiques et tous les secteurs économiques du pays. Il s'agit de prôner une complémentarité entre hommes et femmes dans la conduite des affaires, et non pas une promotion séparée des potentialités de chaque sexe.

Les combats passés ont permis aux femmes d'obtenir des droits qui leur étaient confisqués. Le combat actuel consiste pour les femmes à postuler au même titre que les hommes à toute compétition et à prouver leurs compétences dans n'importe quel domaine. Mais il faut pour cela que l'environnement juridique et institutionnel soit assaini et que le pays fonctionne selon les règles universelles de Bonne Gouvernance.

Les mouvements féminins doivent à présent s'investir dans le plaidoyer pour la Bonne Gouvernance, tout en encourageant les filles et les femmes à l'esprit d'excellence et de compétitivité, aussi bien à l'école, dans le milieu professionnel, que dans les milieux politiques.

En effet, on juge de plus en plus les gens selon leurs compétences et non pas selon leur sexe. Certaines femmes ayant bénéficié de « promotions canapés » en marchandant leurs atouts physiques sont de plus en plus isolées aussi bien par les hommes que par les femmes qui refusent de se faire représenter aussi mal. Beaucoup de femmes se distinguent aujourd'hui par leurs capacités intellectuelles et managériales. Il s'agit surtout de lutter pour qu'elles ne soient pas victimes de l'arbitraire et qu'elles ne subissent pas de pressions basées sur le sexe.

Les mouvements féminins du Gabon ont déjà initié une série d'actions de promotion du concept genre. Il s'agit de l'intégrer totalement dans toutes les politiques et tous les programmes du pays.

Relations entre les mouvements féminins et les autres mouvements sociaux

Les associations féminines mènent des actions spécifiques concernant en particulier les femmes, ce qui donne l'impression que ces structures sont fermées aux hommes. Pourtant, en tant que pères, frères, fils et époux, les hommes sont également interpellés par la situation des femmes. Certains

d'entre eux se mobilisent à certaines occasions pour soutenir les associations féminines, mais ne se considèrent pas comme des militants de la cause féministe.

Le soutien des hommes est très souvent accompagné d'un intérêt politique, visant à obtenir les suffrages électoraux des femmes.

Pour amener le plus grand nombre d'hommes à adhérer aux idéaux de défense des droits des femmes, il faut que les organisations de femmes présentent leur combat comme une cause humanitaire liée au développement du pays. A cet effet, le concept genre constitue une approche plus globale intégrant aussi bien les droits humains, la Bonne Gouvernance et le développement. La question du genre doit être traitée par les hommes et les femmes dans des débats communs. C'est pourquoi les ONG féminines doivent associer plus d'hommes à leurs actions. Avec le soutien du PNUD et de l'Union Européenne, les ONG gabonaises ont été amenées à se regrouper au sein d'un collectif et des réseaux thématiques. Ce cadre d'action permet de développer des programmes concernant les deux sexes. C'est dans ce contexte que des séminaires sur le genre sont souvent organisés pour une meilleure connaissance par tous de ce concept. Les ONG féminines travaillent également en collaboration avec les autres ONG nationales dans le cadre de la lutte contre le VIH/SIDA. Ces activités communes sont souvent l'occasion de débattre des responsabilités des hommes et des femmes dans la propagation de cette maladie.

Dans le contexte actuel où les hommes détiennent le pouvoir politique et économique, il est nécessaire qu'ils soient sensibilisés sur les questions de genre pour leur prise en compte dans les politiques nationales. Le plaidoyer des organisations féminines doit consister aujourd'hui à mettre à l'ordre du jour de tous les débats nationaux et internationaux, la question du genre. Il s'agit notamment d'avoir le maximum d'alliés hommes pour militer dans ce sens.

Quelques pistes de solution

Les organisations féministes doivent œuvrer pour l'adhésion d'un plus grand nombre d'hommes parmi leurs membres. Il faudrait tendre vers la mixité de toutes les ONG et ne plus enfermer les questions des droits des femmes dans des cercles uniquement féminins qui ne sauraient à eux seuls résoudre les problèmes des femmes.

Au niveau institutionnel également, il ne devrait plus y avoir de département spécifique chargé de la promotion des femmes. Tous les départements ministériels doivent intégrer dans leur fonctionnement et leurs programmes, la dimension genre.

En adoptant l'approche mixte, les questions du genre s'inscrivent dans l'optique d'une prise en compte globale des problèmes des droits humains et par conséquent des droits des femmes. Il s'agit d'en faire une culture qui devrait être inculquée aux enfants dans le cercle familial et à l'école, afin qu'adultes ils le pratiquent dans le monde professionnel.

Les jeunes des deux sexes doivent être sensibilisés à la nécessité pour chaque citoyen, homme et femme, d'évoluer dans des conditions équitables pour donner la pleine mesure de leurs capacités en faveur du développement.

Les jeunes des deux sexes doivent avoir les mêmes chances d'éducation, de formation et d'emploi pour adopter des comportements propices à une saine émulation et au respect mutuel, dépouillés des stéréotypes basés sur le sexe.

Les filles en particulier doivent être encouragées à poursuivre leurs études et à croire en leurs capacités à accéder à tous les domaines d'activité et à tous les postes de responsabilité.

Il faut que les organisations de femmes et le Ministère de la promotion de la femme cessent d'être considérées comme des cercles de causeries de « bonnes femmes » et que les femmes abordent leurs problèmes dans des cadres nationaux et internationaux de prise de décisions.

Ainsi au-delà des activités spécifiques aux organisations féminines, les femmes doivent participer aux autres mouvements sociaux pour faire entendre leur voix.
De même, au cours des rencontres nationales et internationales des organisations de la société civile, les femmes doivent s'imposer en grand nombre et ne pas simplement organiser des rencontres parallèles d'organisations féminines.